

Nouvelle stratégie industrielle en Europe

« Face au déclin économique de l'Europe marqué par une baisse de la productivité et de l'innovation, la Commission européenne a présenté le mercredi 29 janvier 2025 une nouvelle stratégie pour relancer la machine européenne. »

« Nommée "Boussole pour la compétitivité" cette feuille de route pour les cinq prochaines années vise à redonner à l'Europe une place de choix sur la scène mondiale » à travers, notamment, la simplification des procédures administratives pour l'entreprise, la stimulation de l'innovation et la réduction des coûts de l'énergie

Ce sont, en fait, sous réserve des différences du niveau de développement, les mêmes problématiques qui se posent aujourd'hui à l'industrie tunisienne. C'est pourquoi, il a été jugé utile de présenter ci-après de larges extraits de cette feuille de route en tant qu'article de référence du Forum Ibn Khaldoun du mois de février 2025 compte tenu de la justesse de la démarche suivie et la pertinence des mesures préconisées.

Extrait de l'article « Boussole pour la compétitivité : l'UE trace sa feuille de route pour rester dans la course mondiale

Publié le 29.01.2025

Florian Chaaban

La Commission européenne a présenté mercredi 29 janvier son ambitieuse feuille de route destinée à redresser l'économie européenne, en perte de vitesse. Sous l'appellation de "boussole pour la compétitivité", cette initiative d'ampleur entend replacer le continent dans la course mondiale.

Besoin d'un cap ? Suivez une boussole ! Face au déclin économique de l'Europe marqué par une baisse de la productivité et de l'innovation, la Commission européenne, sous l'impulsion de sa présidente Ursula von der Leyen, a présenté ce mercredi 29 janvier une nouvelle stratégie pour relancer la machine européenne. Nommée "Boussole pour la compétitivité", cette feuille de route pour les cinq prochaines années vise à redonner à l'Europe une place de choix sur la scène mondiale.

Autour de trois grands axes que sont l'**innovation**, la **décarbonation** et la **sécurité**, cette initiative d'ampleur définit "une approche et une série de mesures phares pour traduire chacun de ces impératifs en actions concrètes.

1. Provoquer un “choc de simplification” pour les entreprises

L'un des axes majeurs de cette stratégie repose sur l'**allègement des contraintes administratives** pesant sur les entreprises. Actuellement, de nombreuses startups et sociétés européennes préféreraient s'implanter à l'étranger pour éviter des réglementations jugées trop lourdes, avance la Commission européenne.

. Chaque année, environ **300 milliards d'euros** de l'épargne des Européens sont investis hors d'Europe. Ce qui prive les start-ups technologiques et les entreprises innovantes, notamment dans les technologies propres, des financements dont elles ont besoin pour se développer et réussir.

Pour répondre à cette problématique, Bruxelles prévoit une **directive Omnibus** qui réduira et simplifiera certaines obligations en matière de durabilité et de responsabilité des entreprises. Notamment celles liées au reporting extra-financier, à la taxonomie verte et au devoir de vigilance. De plus, une nouvelle catégorie d'entreprises sera créée pour celles comptant **entre 250 et 1 500 employés**, leur permettant de bénéficier de mesures de simplification administratives jusqu'ici réservées aux PME.

Autre réforme majeure : la mise en place d'un **statut juridique unique** pour les entreprises opérant dans plusieurs Etats membres. Plutôt que de modifier les législations nationales, Bruxelles proposera un “28e régime” simplifié permettant aux sociétés “innovantes” de bénéficier de règles harmonisées à l'échelle européenne. Cette initiative s'inspire directement du rapport remis en septembre 2024 à la Commission par l'ancien président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi

2. Comblent le retard technologique et stimuler l'innovation

L'Union européenne souffre d'un retard dans les secteurs technologiques de pointe : un constat souligné par le rapport Draghi, mais aussi par celui d'Enrico Letta, actuel président de l'institut Jacques Delors. Tous deux mettent l'accent sur le rôle essentiel joué par les startups et l'innovation technologique afin d'obtenir les fameux gains de productivité qui manquent tant à l'UE.

Aujourd'hui, les entreprises qui se lancent sur le marché peinent à rivaliser avec leurs homologues américaines et asiatiques. Pour la Commission européenne, les causes sont à chercher dans le manque de financement et la fragmentation du marché des capitaux. *“L'épargne des ménages européens s'élève à près de 1 400 milliards d'euros, contre seulement 800 milliards aux Etats-Unis. Pourtant, nos entreprises ne parviennent pas à en tirer parti”*, a par exemple regretté Ursula von der Leyen à Davos.

Pour y remédier, la Commission européenne veut relancer le projet d'une **Union européenne de l'épargne et de l'investissement**, afin de mieux mobiliser les capitaux privés au profit des entreprises innovantes.

Par ailleurs, l'exécutif européen prévoit d'investir massivement dans les technologies stratégiques de demain, à savoir :

- **L'intelligence artificielle ;**
- **Les biotechnologies ;**
- **Les matériaux avancés ;**
- **Les technologies quantiques et spatiales ;**
- **La robotique.**

“L'Europe peut et doit devenir le continent des technologies de pointe”, appuie Stéphane Séjourné. Un nouvel outil de coordination des politiques de compétitivité sera également mis en place pour aligner les efforts des Etats membres dans ces secteurs stratégiques.



3. Réduire les coûts énergétiques et renforcer la sécurité

L'un des principaux freins à la compétitivité européenne serait également le coût de l'énergie, bien plus élevé que chez ses concurrents, Chine et Etats-Unis en tête. Des tarifs qui pèsent lourdement sur les entreprises, et que Bruxelles entend limiter en lançant un **plan pour l'énergie abordable**, dont les détails seront dévoilés prochainement.

Dans cette dynamique, l'UE prévoit aussi d'accélérer la décarbonation de son industrie tout en soutenant les secteurs clés comme la chimie, l'acier et l'automobile. Un **pacte pour une industrie propre** sera annoncé le **26 février**. Promis par Ursula von der Leyen dans les 100 premiers jours de son second mandat, ce dernier est porté par le commissaire français et son homologue espagnole à la Transition écologique et à la concurrence, Teresa Ribera. Il combine compétitivité et innovation pour promouvoir des **technologies bas-carbone** et renforcer l'**indépendance énergétique** du continent.

L'Union souhaite en effet **réduire ses dépendances stratégiques**. La capacité du continent à les diversifier et les réduire dépendra de la signature de partenariats efficaces. *“Pour continuer à diversifier et à renforcer nos chaînes d'approvisionnement, la boussole mentionne une nouvelle série de partenariats pour des échanges et des investissements propres qui contribueront à la sécurité de l'approvisionnement en matières premières”,* est-il [écrit](#) dans le communiqué de la Commission.

Une plateforme commune d'achat de matières premières sera notamment mise en place pour sécuriser l'approvisionnement en ressources essentielles, tandis qu'une réforme des règles de passation des marchés publics introduira une préférence européenne pour les secteurs critiques

Une ambition forte mais des défis à surmonter

Avec cette “Boussole pour la compétitivité”, Bruxelles veut envoyer un signal fort aux investisseurs et aux marchés. Toutefois, plusieurs obstacles pourraient freiner la mise en œuvre de ces réformes. Le financement des mesures annoncées reste une question en suspens : Mario Draghi estime qu'il faudrait entre 750 et 800 milliards d'euros (plus de 4 %

du PIB de l'UE) d'investissements par an pour relancer l'économie européenne, un seuil que l'UE peine encore à atteindre.

Par ailleurs, des dissensions existent au sein des Etats membres, certains plaidant pour un assouplissement des réglementations environnementales du Pacte vert afin de privilégier la compétitivité. La France et l'Allemagne, notamment, réclament des mesures rapides et d'envergure pour réduire les charges pesant sur leurs entreprises.

La Commission européenne fixe donc un cap de compétitivité pour l'Union. Reste à voir si les Vingt-Sept voudront le suivre pour éviter au Vieux Continent de décrocher davantage face à ses concurrents. »



Forum Ibn Khaldoun pour le Développement le 5 mars 2025